

Liste syndicale SUD - Insee (Solidaires)

Pour un syndicalisme combatif, unitaire et indépendant de la direction

Le 6 décembre, vous allez élire vos représentant-e-s au sein des différents comités techniques dont le CTSCR (comité technique dédié à la DG). En votant pour SUD, vous voterez pour des élu-e-s engagé-e-s qui porteront au quotidien vos intérêts à la direction générale et au centre de Metz. Vous donnerez aussi un signal clair au gouvernement et à la direction de l'Insee. Les suppressions de postes, la baisse des effectifs, l'intensification du travail et la mise en concurrence des agents ne sont pas une fatalité mais une politique contre laquelle il faut lutter concrètement ici et maintenant !

🔗 Un comité technique de service central de réseau (CTSCR), pour quoi faire ?

Le CTSCR concerne White et le centre de Metz (organisation, nouveaux travaux et missions, restructurations...). Dans ce comité, nous relayons les revendications élaborées avec toutes celles et tous ceux qui se retrouvent dans notre démarche. Nous nous engageons, dans la mesure de nos moyens, à consulter les agents et à rendre compte des réunions (par des compte-rendus et HMI). Mais notre action ne s'arrête pas là : pour faire réellement avancer les choses, il faut une mobilisation, construire un rapport de force, et c'est ce que nous essaierons de faire avec vous.

Nos revendications

Notre préoccupation fondamentale : protéger les droits et garanties collectives des agents de l'Insee, en luttant pour l'amélioration de leurs statuts, carrières, rémunérations et conditions de vie au travail.

Nous revendiquons :

⤴ L'amélioration des rémunérations par la revalorisation du point d'indice, pas par des primes opaques et individualisées ; nous défendons une réduction de l'échelle des salaires ;

⤴ L'arrêt des suppressions de postes et des externalisations ;

⤴ Le développement de la formation au moment de la prise de poste (et après) pour une qualification renforcée des agents ;

⤴ Une organisation du travail respectueuse de chacun : l'avis de tous les agents, doit être pris en compte pour l'organisation et les méthodes de travail, et pas uniquement celui des encadrants. Nous défendons l'autonomie maximale des agents et des équipes, sans laisser les agents seuls face à leurs difficultés. Nous lutterons contre le flicage des agents, le contrôle obsessionnel des temps, les techniques de management déshumanisantes ;

⤴ L'arrêt de toutes les discriminations : par la mise en place d'une réelle politique d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, par l'insertion des agents en situation de handicap...

⤴ Des règles claires pour des mobilités choisies par les agents eux-mêmes. Nous refusons les campagnes de mutation transformées en marché du travail interne avec des « recruteurs » et des « recrutés » qui doivent vendre leurs compétences, écrire des lettres de motivations. Pour que les règles soient respectées par l'administration, notamment les critères de priorité (agents dont le poste a été supprimé, agents en mission, etc.).

Les candidat-e-s :

TREPPOZ-SALOMON Mélinée
THOMAS Sylvain
HAMID Touria
MONTBROUSSOUS Adrien
MARMIN Céline
GÔME Hadrien
CHEMIN Cécile
PENSEC Thomas
MULLER Roxanne
BILLOT Sylvain
ANTCZAK Marie
MONTEL Olivier
GONZALEZ Chloé
JOURDY Paul

Notre bilan

Nous ne vous mentirons pas : nous n'avons pas toujours (loin s'en faut) obtenu ce que nous voulions, mais nous avons cherché à défendre les intérêts des agents au maximum de nos forces. Nous sommes notamment intervenus (seuls ou en intersyndicale) sur les sujets suivants :

^ **déménagement** : alertes auprès du CHSCT dès juillet 2016 pour préserver le bien-être des agents et améliorer l'ergonomie dans les nouveaux locaux ; organisation de consultations, d'AG, pour peser sur les choix de la direction

^ **restructuration** du CNIP et accompagnement des agents dans leur mobilité

^ suivi efficace des agents concernés par **l'amiante** à la DG

^ **suivi des agents** dans leurs problèmes face à leur hiérarchie, dans leurs mobilités, etc.

^ soutien aux agents de l'**Agraf**, aux **personnels d'entretien**, aux **cheminots**, aux **postiers** du 92... : nous refusons tout corporatisme et sommes solidaires de tous les travailleurs en lutte pour leurs droits !

Tout au long du prochain mandat, nous demeurerons engagés dans la défense des intérêts de tous les agents en recherchant l'**unité syndicale**, chaque fois que cela est possible, pour la **défense collective** des agents et des missions de la **statistique publique**.

Un syndicalisme actif au service des agents totalement indépendant de la direction

Nous défendons l'unité d'action : nous recherchons l'unité syndicale chaque fois que cela est possible. La direction est unie ; nous travaillons donc à ce que les organisations syndicales le soient aussi.

Nous chercherons le moyen d'action le plus efficace et adapté : rencontre des agents, interpellation de la direction (privée ou publique), pétition, assemblée générale (AG), manifestation...

Nous chercherons à impliquer les agents dans l'élaboration de nos revendications et dans la défense de ces revendications. Pour cela, et dans la mesure de nos moyens, nous nous engageons à organiser régulièrement des AG où les agents décident des luttes à mener et des modalités de ces luttes.

Nous défendrons de façon opiniâtre et combative les agents qui font appel à nous face à la direction (ce qu'il ne faut pas hésiter à faire, car on est toujours perdant quand on subit en silence !). Les agents ont besoin de syndicats qui ne jouent pas double jeu.

L'**indépendance de l'Insee** nous concerne toutes et tous ; nous ne devons pas nous reposer sur les garants officiels (directeur général, autorité de la statistique publique, code de bonnes pratiques de la statistique européenne...). Nous nous engageons à lutter contre toutes les pressions externes et internes y compris celles pouvant mener à de l'autocensure. Notre objectif : une indépendance maximale par rapport aux pressions politiques et économiques pour fournir des statistiques et des études de qualité.

Un syndicalisme combatif face à l'ampleur des attaques qui s'annoncent

Nous défendons le statut de la fonction publique. Nous nous opposons à la contractualisation croissante concomitante à la baisse des effectifs et au recours à des candidats en externe alors que des agents de l'Insee sont récusés. Nous luttons pour la titularisation des contractuels qui le demandent. Le gouvernement veut en finir avec la fonction publique telle qu'elle existe aujourd'hui. Avec CAP 22, il s'agit de « *donner la possibilité au management de négocier des accords dérogatoires au cadre de la fonction publique sur l'ensemble des points du statut (rémunération, temps de travail, mobilité)* ». L'Insee pourrait être transformé en agence, comme toute une série de services de l'administration. En renforçant le syndicat le plus combatif, nous pouvons envoyer un signal clair au gouvernement.